



24/2017

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE des Bassins Tude et Dronne aval

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Comité syndical du 19 juin 2017

L'an deux mille dix-sept, le dix-neuf juin à vingt heures trente, le comité syndical, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie de Rioux-Martin, sous la présidence de Monsieur BONIFACE Joël.

Communes	Délégués titulaires	Titulaires Présents	Excusés ayant donné procuration à :	Délégués suppléants	Suppléants présents	Participent aux délibérations
AIGNES et PUYPEROUX	M. Laurent BERTEAU			Mme. Myriam HUGUET		
AUBETERRE sur DRONNE	M. Jean Paul LAFRAIS	X		M. Xavier ORAIN		
BARDENAC	M. Bernard BERTON	X		M. Michel MAZURIE		
BAZAC	M. Régis CHALARD			Mme. Nelly CHADEFAUD		
BELLON	M. Joël JARNY	X		M. Laurent MONTIGAUD		
BOISNE-LA TUDE	Mme Lysiane BOUGON-CELERIER	X		M. Francis BROUANT		
BORS de MONTMOREAU	M. Yves DUPUY			M. Pascal BOURDIGEAUD		
BONNES	M. Stéphane BEGUERIE			M. Jean Claude FAURE		
BRIE sous CHALAIS	M. Olivier RIVALAN			M. Fabrice BORDE		
BROSSAC	M. Jean Pierre CHARBONNIER	X		Non désigné		
CHALAIS	M. Joël MOTY	X		M. Michel DUBREUIL		
CHALAIS	M. Marc DUFLOT	X				
CHAMADELLE	M. Sophie BLANCHETON	X		M. Gérard MUSSOT		
CHATIGNAC	M. Daniel BOUCHERIE	X		Mme. Murielle PETIT		
COURGEAC	M. Michel ROUSSELIERE	X		M. Francis GALTEAU		
COURLAC	M. Ludovic MELUN			M. François DI VIRGILIO		
COUTRAS	M. Michel FOULHOUX	X		Mme Véronique DI CORRADO		
COUTRAS	Mme Sylvie BOISSEL	X				
CURAC	M. Noël GEORGES			M. GELINEAU YVON		
JUIGNAC	M. Christophe PETIT	X		M. Jérôme VRIGNAUD		
LA BARDE	M. Laurent POINEAU	X		M. Jean Michel ROUX		
LAGORCE	M. Bernard DUDZIAK	X		M. PAREJA Jean Pierre		
LAPRADE	M. Cyril BRARD	X		M. Bernard CHAUVIT	X	
Les EGLISOTTES	M. Bernard NADEAU		M. Bernard GUILLEMOT	M. Francis GARETON		
Les EGLISOTTES	M. Bernard GUILLEMOT	X				
Les ESSARDS	M. Laurent ESCLASSE	X		M. Joël LABROUSSE		
Les PEINTURES	M. Bruno BERTEAU	X		M. Wilfrid NERI		
MEDILLAC	M. Philippe FOUGA	X		Mme. Françoise TARDE		
MONTBOYER	M. Dominique CHAUMET	X		M. Michel DUBOIS		
MONTIGNAC le COQ	M. Alain DESERT			M. Damien HERY		

MONTMOREAU SAINT CYBARD	M. Bernard HERBRETEAU	X		M. Jean Claude CHAUMET		
NABINAUD	M. Pierre BROUILLET	X		M. Régis STEFANIAK	X	
ORIVAL	M. Daniel ROUSSE			M. Louis DUMAS		
PILLAC	Mme. Géraldine BOUILLON			M. Denis AUDOIN		
RIOUX-MARTIN	M. Joël BONIFACE	X		M. Adrien CHADEFAUD		
ROUFFIAC	M. Jean Marie RIBEREAU			M. Jean Pierre VINCANT		
SAINT AIGULIN	M. Patrice PELET	X		M. ALAIN CHIRON		
SAINT AIGULIN	M. Jean Pierre GOUZILH	X		-		
SAINT AMAND de MONT.	M. Michel PAUL-HAZARD	X		M. Loïc SEGUIN		
SAINT-AVIT	M. Michaël PASQUIER			M. Fabrice GUITARD	X	X
SAINT-EUTROPE	M. Vincent FROUGIER			M. Thierry BRUNO	X	X
SAINT-LAURENT de BELZAGOT	Mme Dominique BLANLOEUIL			Mme Corinne BILLONNET		
SAINT-MARTIAL de MONT.	Mme Martine VAN LECKWYCK - CATRY		M. Joël BONIFACE	M. Loïc CIMETIERE		
SAINT QUENTIN de Chalais	M. Thierry JAUVIN			M. Alexandre DOUSSAINT		
SAINT-ROMAIN	M. Dominique LE GRELLE	X		M. William RICHARD		
SAINT SEVERIN	M. Christian MARCADIÉ			M. Patrick BENOIT		
YVIERS	Mme GEIMOT Nicole			Mme CABROL Claudia	X	X
Totaux		28	2		5	3

Date de la convocation : 12 juin 2017 2017 - Quorum : 24

Nbre total de délégués titulaires : 47 - Nbre de délégués titulaires présents : 28

Nbre total de délégués suppléants : 43 - Nbre total de délégués suppléants présents : 5

Nbre total de délégués suppléants ayant pris part au vote : 3

Nbre total de pouvoirs : 2

Secrétaire de séance pour la lecture des pouvoirs : Mme BOISSEL Sylvie

Nbre de votants : 33

Assistaient à la séance :

- M. PANNETIER Gaël, technicien principal 2^e classe en charge de la mission milieux aquatiques – responsable des services
- Mme NADAUD Géraldine, adjointe administrative
- Mme AUBRIT Marie-Claire, Maire de Saint-Félix
- M. BORDE Guy, Maire de Boscamnant,
- M. ARNOUD Alain, 2^e adjoint de Saint-Christophe de Double,
- M. Jean-Pierre BARBOT, Vice-Président de la Communauté de Communes des 4B,
- M. François BASTERE, Vice-Président de la Communauté de Communes Haute Saintonge.

OBJET : Stratégie sur le devenir des ouvrages hydrauliques syndicaux sur le bassin de la Tude

EXPOSE :

M. Joël BONIFACE, Président, rappelle à l'assemblée le cadre réglementaires concernant le classement des cours d'eau, qui vise à la protection et à la restauration de la continuité écologique des rivières (art.L214-17 du code de l'environnement). 2 arrêtés ont été publiés le 07/10/13 :

- 1^{er} arrêté établit la liste 1 des cours d'eau sur lesquels la construction de tout nouvel ouvrage faisant obstacle à la continuité écologique est interdit,
- 2^e arrêté établit la liste 2 des cours d'eau sur lesquels il convient d'assurer ou de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs et le transit des sédiments, dans les 5 ans qui suivent la publication de la liste des cours d'eau. => Échéance fin 2018 + Loi biodiversité = 5 ans sous conditions. Sur notre territoire sont concernées la Tude à l'aval du moulin de Bosseau et la Viveronne à l'aval du moulin de Céron. 9 ouvrages sont concernés par le classement (espèces ciblées : anguille et brochet).

La restauration de la continuité écologique des ouvrages existants hors liste 2 est une action phare du Programme Pluriannuel de Gestion 2016 -2026 (25 ouvrages ciblés).

Le Président rappelle ensuite le contexte historique de la construction de ces ouvrages. Les 1^{ers} aménagements sur les cours d'eau ont été réalisés pour l'utilisation de la force hydraulique par les moulins qui étaient très présents sur nos territoires pendant des siècles et qui font aujourd'hui l'objet de « droits d'eau » et de « règlements d'eau ».

Depuis les années 60, les syndicats de rivières se sont constitués avec pour objectifs les travaux d'assainissement des vallées, de curage et de recalibrage avec une volonté de limiter les inondations des zones urbaines et rurales. De ces travaux ont découlés de nombreuses modifications d'ouvrages de prise d'eau liés aux moulins tout en conciliant les objectifs de l'époque. Notre collectivité a ainsi créée dans les années 70, 34 ouvrages mobiles sur ses cours d'eau sous DIG avec des objectifs d'intérêt général mais sans mise à jour réglementaire. Il s'avère aujourd'hui nécessaire d'éclaircir la situation juridique et réglementaire de ces ouvrages pour mettre fin à des conflits locaux et délester le syndicat de charges qui ne sont plus de son ressort.

Suite à d'autres expériences récentes, il apparaît que le sujet de la continuité écologique, qui est un sujet majeur, devient vite un sujet conflictuel d'autant plus quand les notions financières entrent en jeux. Il est indéniable que le syndicat a construit les ouvrages hydrauliques pour les enjeux de l'époque (année 70) et que les propriétaires des moulins associés à chaque ouvrage ont subi ces travaux sous le couvert de l'intérêt général. Vu que la mise à jour administrative n'a jamais été faite, il est délicat aujourd'hui de demander aux propriétaires de moulins de participer à la mise aux normes d'ouvrages hydrauliques dont ils ne sont pas propriétaires.

De plus aucune régularisation foncière n'a eu lieu et le foncier sur lequel sont construit les ouvrages n'appartient bien souvent ni au syndicat, ni aux propriétaires des moulins. Il paraît évident que même si les propriétaires de moulins ont toujours bénéficiés d'eau dans leur bief (quand il en reste un), c'est quand même le syndicat qui a été maître d'ouvrage pour la construction des barrages. Il apparaît donc très compliqué, socialement, administrativement et réglementairement de leur demander une participation qui pourrait faire l'objet de contentieux au tribunal administratif.

Il explique ensuite que la cession d'ouvrages est possible à un privé lorsque le syndicat n'a plus d'intérêts à en pérenniser la gestion. Il est nécessaire de définir l'affectation de chaque ouvrage :

- rattachement à un moulin qui peut détenir une présomption de propriété ...
- usage autre que celui pour lequel l'ouvrage a été construit.

En tout état de cause, il n'appartient plus à la collectivité de continuer à gérer des ouvrages de prise d'eau de moulins, si l'usage du droit d'eau et le bénéfice profite essentiellement à des propriétaires privés. Il faudra définir clairement qui est titulaire du droit d'eau et pour quels usages.

C'est pour cela que le Président propose à l'assemblée, la mise aux normes des ouvrages existants, la régularisation des règlements d'eau avec assistance des propriétaires privés concernés dans les démarches en lien avec les services de l'état (Préfecture, DDT) et la rétrocession des ouvrages à des propriétaires privés selon des modalités à définir.

RESOLUTION :

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, décide :

- que le syndicat pourra réaliser des travaux de restauration de la continuité écologique sur les ouvrages présents sur le bassin de la Tude se trouvant hors liste 2,
- de participer et d'accompagner la mise à jour de tous les règlements d'eau associés à ces ouvrages avec les services de la DDT de la Charente,
- de la rétrocession des ouvrages hydrauliques en dehors de la liste 2, à des propriétaires privés dès lors que les aspects techniques, administratifs seront actualisés et en conformité et ce à titre gratuit,
- De donner le pouvoir au Président de signer les pièces concernant les présentes décisions.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme,

Le Président,
Joël BONIFACE

